

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 39 du 27.01 au 13.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

[Experts militaires russes : Les USA pourraient reproduire le scénario libyen.](#)

Amin Hoteit : L'administration US manœuvre à l'ONU pour imposer un mandat international **illégitime** à la Syrie.

[Après le départ des observateurs, l'industrie du mensonge tourne à plein régime](#)

Le sénateur McCain : » [Les USA devraient envisager d'armer l'opposition syrienne.](#) »

Les premières troupes étrangères en Syrie soutiennent les rebelles de Homs.

Paroles & action du président

Jeremy Salt : Bachar el-Assad : La vérité sur la Syrie : des hommes fous en costume gris.

Résistance

Analyse

Réseau Voltaire : La présidence de la Ligue Arabe cherche à étouffer le rapport de ses experts.

Viatcheslav Lachkoul,: le départ d'Assad provoquerait le chaos.

1 Lutte pour la libération du territoire

[Damas accuse l'opposition d'avoir pilonné Homs pour influencer l'ONU.](#)

2 Politique Syrienne

Sur le terrain

[Arrestation des espions saoudiens et qataris en Syrie](#)

Des Canons ... pas du beurre

Ahmadinejad: "Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'attaque étrangère contre la Syrie".

3 Politique des rebelles

Les grandes manœuvres

[Les rebelles syriens voudraient "leur Benghazi" pour entraîner une intervention de l'Otan.](#)

Mais...L'OTAN se heurte à la Russie et à la Chine

4 Des Canons ... pas du beurre

Erika Solomon : Les insurgés syriens voudraient reproduire le scénario libyen.

5 Pays Arabes & voisins

6 Les adversaires

Pays

Allemagne

Saïd [Doudine \(Allemagne\) : La Syrie affronte un grand complot conduit par des fascistes.](#)

6 Les alliés

Tunisie

[Des centaines de Tunisiens devant l'ambassade syrienne à Tunis.](#)

7 Les institutions

1 Alba

Les pays de l'ALBA dénoncent l'ingérence des « Contrats » en Syrie.

8 Et dans le monde ?

Pays

a) Chine

La Chine répond aux accusations américaines

7 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

7-1 Vidéo : "Syriana, la conquête continue"

Interview sur la Syrie de Michel Hellas avec Bahar Kimyongur, auteur de "*Syriana, la conquête continue*" (Editions Investig'Action & Couleur Livres).

Durée de l'ITV: 2 minutes 7 secondes

http://www.rtf.be/info/media/video_livres-parlant-de-la-situation-en-syrie?id=1536033&mediaset=rtbfinfo--monde&type=video#.Twdd4IH9ps4.email

7-2 Vidéo : Entretien avec Thierry Meyssan, journaliste français

M.Thierry Meyssan, journaliste français, à propos des tentatives de faire adopter une résolution anti-syrienne, au Conseil de sécurité de l'ONU

vidéo sur ce lien :

<http://french.irib.ir:80/analyses/interview/item/167163-thierry-meyssan-journaliste-français>

7-3 Le Journaliste allemand Ugen Toden: « Les médias couvrent les événements en Syrie d'une façon dégoûtante. »

Tiré à part

[Experts militaires russes : Les USA pourraient reproduire le scénario libyen.](#)

Les Etats-Unis pourraient tenter de reproduire le scénario libyen en Syrie malgré le veto opposé par Moscou et Pékin au projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, estiment des experts militaires russes interrogés mercredi par RIA Novosti.

"Le renversement du président Bachar al-Assad figure parmi les principales priorités politiques et militaires de Washington. Il ne fait aucun doute que le rappel de diplomates étrangers en poste à Damas constitue un prélude à un éventuel règlement militaire de la crise syrienne", a déclaré Igor Korotchenko, président du conseil social auprès du ministère russe de la Défense.

Selon lui, l'Otan ne lancera visiblement pas une opération militaire d'envergure, mais tentera d'utiliser contre l'armée syrienne les forces armées de l'opposition ainsi que les troupes de certains pays arabes et de la Turquie.

"Les Etats-Unis concevront un plan d'intervention et inviteront d'autres pays à le mettre en œuvre", a indiqué M. Korotchenko.

Son avis est partagé par Leonid Ivachov, président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques. Il est persuadé que Washington "applique en Syrie un scénario standard testé en Yougoslavie, en Irak et en Libye".

"Les Etats-Unis se servent des autres pour atteindre leurs objectifs égoïstes: ils exercent une pression extérieure par le truchement de forces intérieures, y compris par le biais des opposants syriens hostiles au régime de Damas", estime M. Ivachov.

Le général Igor Rodionov, ex-ministre russe de la Défense, n'exclut pas non plus que les Etats-Unis puissent recourir à la force armée pour résoudre le problème syrien.

"Une intervention directe de l'Otan pourrait ne pas avoir lieu, mais il n'est pas exclu que les Américains utilisent des forces antigouvernementales à l'intérieur du pays", a déclaré M. Rodionov. Et d'ajouter que Washington pourrait "apporter un maximum de soutien à ces forces et leur fournir des armes".

<http://fr.rian.ru/world/20120208/193308809.html>

Amin Hoteit : L'administration US manœuvre à l'ONU pour imposer un mandat international **illégitime** à la Syrie.

Que peut attendre l'administration US du Conseil de Sécurité alors qu'elle en connaît toutes les ficelles ? La question se pose parce que toutes les données disponibles indiquent sans équivoques que le Conseil de sécurité ne délèguera pas les États-Unis pour mener la guerre contre la Syrie comme il l'a fait pour l'Afghanistan et, en aucune manière, ne délèguera qui que ce soit pour y intervenir militairement, ou y imposer des zones d'exclusion aérienne à l'instar de ce qui s'est passé pour l'Irak et la Libye, ou encore y établir des zones tampons et des couloirs humanitaires...

Ceci parce que la Russie, soutenue par la Chine, a déclaré clairement que son veto sera opposé à toute résolution internationale qui rééditerait les expériences du passé ; telle celle vécue récemment par la Libye, qui a conduit ce pays à sa destruction et vers l'inconnu, après assassinat de plus de 130'000 personnes par l'OTAN, directement ou indirectement. Cela à la faveur d'une intervention censée installer une zone d'exclusion aérienne, mais qui a fini par outrepasser le mandat du Conseil de sécurité pour aboutir à une attaque aérienne écrasante suivie de l'éradication du régime en place.

L'administration US sait parfaitement que les déclarations des Russes ne sont pas de simples manœuvres et que, du point de vue de ces derniers, la question syrienne ne saurait souffrir d'aucun faux semblant, parce qu'elle est directement liée aux intérêts mêmes de la Russie et se trouve en relation organique avec sa sécurité nationale. Autrement dit, la Russie ne peut se permettre de négocier ou de se plier à des logiques d'échange et de transactions. Malgré cela, les États-Unis insistent et continuent de frapper à la porte du Conseil de sécurité en utilisant des partenaires arabes et occidentaux, avec l'espoir d'obtenir quelque chose contre la Syrie.

En sciences stratégiques, il est un principe accepté par tous : « *C'est à celui qui possède le pouvoir ou l'opportunité, de ne cesser de les mettre à profit pour atteindre son objectif* ». En pratique, ceux qui possèdent cet atout établissent leurs plans avec l'idée que, si jamais un plan échoue, un autre plan le remplacera, aussi longtemps qu'ils n'ont pas perdu leurs capacités. Ce qui nous amène au comportement des États-Unis et aux résultats observés suite aux interventions occidentales en Syrie. Or celle-ci résiste depuis près d'une année et a fait capoter tous les plans successifs conçus pour la conduire à sa perte. Des plans qui sont passés des soi-disant « *manifestations pacifiques* », aux tentatives de « *division de l'armée* », et aux manœuvres de découpage de son territoire par des zones échappant à l'autorité de l'État dans le but de propager une terreur à grande échelle, pour finalement être obligé de reconnaître l'existence d'une opposition militaire organisée, armée et financée par l'étranger !

Par sa résistance déterminée, la Syrie a déjoué ces plans, l'un après l'autre, mais les forces d'agression n'ont pas perdu toutes leurs capacités de nuisance. Elles possèdent toujours l'appui des médias, l'argent, les moyens de pression économique, la possibilité de recruter et d'armer des mercenaires et des terroristes, et elles jettent le tout dans leur bataille animée par la vengeance.

Face à tout cela la Syrie résiste, forte de l'intime conviction que son peuple, son armée et son gouvernement sont suffisamment armés et immunisés contre la défaite. Elle a décidé de rétablir la sécurité des zones déstabilisées par les terroristes et a commencé à le faire, maintenant qu'une occasion historique lui a été donnée par le rapport des observateurs arabes qui ont été témoins du terrorisme et des crimes perpétrés contre l'État et les citoyens. Des observateurs qui ont certifié que des médias ennemis, diffusant à partir de certains satellites, sont fondamentalement responsables d'attiser l'agression et la subversion en Syrie.

Aujourd'hui, l'administration US réalise qu'elle a perdu sur le terrain syrien et qu'elle n'a plus de cartes pour en modifier les réalités militaires ou politiques. En même temps, elle sait que capituler devant la défaite est impossible en cette année électorale critique pour son chef qui se prépare à la course présidentielle pour renouveler son mandat. En effet, la capitulation de l'administration US serait catastrophique pour les bénéfices acquis suite à son déploiement tant en Tunisie qu'en Egypte et en Libye ; elle aurait des conséquences stratégiques désastreuses sur la scène internationale car elle rétablirait la Russie qui, avec ses alliés, serait un adversaire puissant du système occidental sous leadership des USA.

Oui, l'administration US est aujourd'hui face à un dilemme. Elle ne peut pas s'en sortir par une victoire en Syrie et, en même temps, elle ne peut pas déclarer son échec. C'est pour toutes ces raisons qu'elle rechercherait actuellement une solution honorable qui ne compterait pas pour une défaite. Elle consisterait à reporter le dossier à un moment plus propice pour rebattre les cartes et faire pencher la

balance à son avantage. D'où, apparemment, ses tentatives pour renouveler l'expérience libanaise consécutive à la résolution 1559 [1] ; résolution qui a mis le Liban sous tutelle internationale et surveillance d'un proviseur, dossier indéfiniment ouvert sur la table du Conseil de sécurité, autorisant son ingérence quotidienne sous couvert du mensonge de la légitimité internationale ...

L'administration US veut donc pour la Syrie une résolution semblable à la résolution 1559 afin de lui imposer un mandat international, confisquer son droit d'élire son président, confisquer son droit aux relations internationales, en plus de confisquer son droit de posséder une puissance défensive. Elle espère réussir dans cette entreprise qu'elle pourra promouvoir comme une opération réussie de soustraction de la Syrie à l'axe de la résistance et du refus, comme en 2005, lorsqu'elle a soustrait le Liban à son environnement et à ses relations avec la Syrie pour en faire un pays hostile.

En 2004, les USA avaient réussi à faire adopter la résolution 1559 à la majorité de 9 voix [minimum requis pour l'adoption d'une résolution au Conseil de sécurité] dans un environnement stratégique international qui leur était favorable. À l'époque les USA affichaient leur fierté pour avoir occupé l'Irak, se vantaient d'être en route pour contrôler complètement l'Afghanistan, et avaient étendu leur pouvoir sur les pays du Golfe. Aucun des États membres ne pouvait leur faire face et les contredire pour n'importe quelles considérations subjectives ou internationales. Aujourd'hui tout a changé, et le Conseil de sécurité est soumis à un nouvel équilibre qui empêche les USA de le contrôler, ce qui signifie qu'adopter une résolution à minima est désormais presque impossible.

De plus, malgré l'adoption de la résolution 1559, les USA n'ont pas pu réussir à en faire grand chose d'un point de vue effectif au Liban. Le général Émile Lahoud est resté à la présidence jusqu'à la dernière minute de son mandat. La résistance visée par la résolution 1559 est toujours armée, et continue à nourrir sa force qui a vaincu Israël en 2006 ; elle n'accorde aucune importance aux initiateurs de la résolution et se moque des comptes-rendus de son proviseur. Quant au retrait de l'armée syrienne du Liban, il n'a pas eu lieu en application du 3ème décret de la résolution ; mais a été le résultat d'une décision stratégique majeure prise par la direction syrienne elle-même, dans l'intérêt de la sécurité nationale de la Syrie, suite aux nouvelles données sécuritaires surgies sur la scène libanaise.

Tout ce qui précède montre que l'administration US a échoué malgré ses pratiques meurtrières et terroristes et qu'elle sera, cette fois, impuissante au Conseil de sécurité malgré son instrumentalisation creuse de la Ligue, de ceux qui se prétendent arabes et qui se sont empressés de suspendre la mission de leurs observateurs en Syrie, pour empêcher la divulgation de leurs témoignages prouvant le caractère éminemment terroriste de la soi-disant « *opposition syrienne* », et aussi pour faire pression sur la Russie. Les circonstances ont changé et le monde entre dans une nouvelle ère de relations internationales où les USA n'ont plus l'exclusivité du leadership et du pouvoir. Par ailleurs, la Russie sait parfaitement qu'elle est visée à travers la Syrie et qu'elle se doit de se défendre.

Ce qui signifie que la Syrie ne subira pas une nouvelle résolution 1559 et qu'elle ne sera pas acculée à la soumission comme cela a été le cas au Liban, car le nouvel équilibre des forces peut la protéger d'un tel malheur. Il n'en demeure pas moins qu'elle doit s'attaquer au fléau terroriste pour l'éradiquer, ce qu'elle semble en train de réaliser. Dès lors, l'administration US ne pourra que se plier devant l'évidence ; et ses [alliés] Arabes et leur Ligue ne pourront plus nuire, maintenant qu'ils ont utilisé leur dernière cartouche en ramenant le dossier syrien devant un Conseil de sécurité qui ne répondra pas à leurs attentes.

1] Texte officiel de la résolution 1559 adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu à New York le 2 septembre 2004 par 9 voix et 6 abstentions :

Amin Hoteit

thawra.alwehda.gov.sy,

30 janvier 2012

Texte original en arabe :

http://thawra.alwehda.gov.sy/View_news2.asp?FileName=65779514320120130010248

Article proposé et traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal (Biologiste) pour silviacattori.net

Amin Hoteit est libanais, analyste politique, expert en stratégie militaire, et Général de brigade à la retraite.

[Après le départ des observateurs, l'industrie du mensonge tourne à plein régime](#)

Ce 4 février 2012, les organes de communication du parti de la guerre annoncent unanimement plus de 200 morts à Homs, une ville « saignée », la torture d'enfants et des bombardements « incessants ». Nous

serions face au « plus terrifiant massacre » depuis le début de la « révolte ». Spontanément, des attaques ont été déclenchées dans la nuit contre des ambassades syriennes à Washington, au Caire, au Koweït et à Londres.

En fait, afin d'accentuer la pression sur le Conseil de sécurité des Nations Unies et sur l'opinion publique, le dispositif de communication impérial reprend du service après une brève période d'accalmie.

Les partisans d'une intervention en Syrie ont fait une erreur en envoyant une mission d'observation. Les 160 observateurs des 22 pays de la Ligue arabe ont pu établir le décalage entre la version des faits défendue par les Occidentaux et la réalité du terrain. Pour cette raison, leur rapport a été étouffé par la présidence de la Ligue arabe, et n'a pas été présenté au Conseil de sécurité, alors qu'il était sensé être la base même des nouvelles discussions concernant la Syrie.

Le problème c'est que le rapport permet d'établir plusieurs points à contre-courant de la version atlantiste, alors que les lois de la propagande de guerre imposent de faire taire toutes les voix dissidentes quand on cherche à imposer son point de vue.

Puisqu'ils refusent d'accréditer le storytelling de l'OTAN, les observateurs deviennent des témoins gênants. Alors que le maintien de leur mission avait été voté à 4 voix contre 1 (celle du Qatar) par le Comité ministériel ad hoc de la Ligue Arabe, ceux ci doivent quitter la Syrie pour raison de « sécurité » depuis que les observateurs du Golfe ont été rappelés et que l'Arabie saoudite a diffusé un appel du sheik Al-Aroor à les assassiner.

Alors qu'on le présente comme un musulman radical, sheikh Adnan Al Aroor est un ancien officier syrien arrêté et condamné dans les années 70 pour avoir violé plusieurs des conscrits dont il avait le commandement.

Réfugié en Arabie saoudite, il a créé sa propre secte et est devenu l'un des principaux prêcheurs takfiristes, guru des insurgés.

Maintenant que la Syrie est de nouveau seule à pouvoir donner une autre version des événements, l'industrie du mensonge mise en place pour cette opération reprend du service.

Une nouvelle fois la source unique admise en Occident et dans le Golfe est l'autoproclamé Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, basé à Londres et dirigé par les Frères Musulmans.

Aucune preuve n'est fournie, mais quelques images floutées, la juxtaposition d'images de manifestations et d'explosions, ainsi que quelques témoignages non identifiés suffiront : « l'information » est immédiatement reprise sans vérifications par des centaines de médias à travers le monde.

Alors qu'on les présente comme les défenseurs d'intérêts cyniques, les Russes et les Chinois sont en fait les derniers au Conseil de sécurité à faire prévaloir les faits sur la communication, et le droit international sur le mensonge.

Réseau Voltaire |

4 février 2012

<http://www.voltairenet.org/Apres-le-depart-des-observateurs-l>

Le sénateur McCain : » [Les USA devraient envisager d'armer l'opposition syrienne.](#) »

Le sénateur américain John McCain a appelé mardi les Etats-Unis à envisager d'armer l'opposition syrienne qui fait face à une violente répression de la part du régime du président Bachar al-Assad.

"Nous devrions commencer à envisager toutes les options, y compris celle consistant à armer l'opposition. Le bain de sang doit cesser", a déclaré à des journalistes le candidat malheureux à la présidentielle de 2008.

Syrie: appel aux hommes d'affaires arabes à financer les rebelles

Le Conseil national syrien (CNS) et l'Armée syrienne libre (ASL) ont appelé les hommes d'affaires syriens et arabes à financer les opérations menées par les rebelles contre le régime de Bachar al-Assad, selon un communiqué commun diffusé mardi.

"Nous lançons un appel chaleureux aux hommes d'affaires syriens et arabes pour participer de manière directe et efficace au financement légitime des opérations d'auto-défense et de protection des zones civiles menées par l'ASL", lit-on dans le communiqué.

Le CNS est la principale formation de l'opposition et l'ASL revendique quelque 40.000 combattants et mène des opérations contre les forces du régime syrien.

"Les moyens disponibles actuellement ne suffisent pas pour faire face aux attaques du régime qui reçoit un soutien en armes et en munitions et du financement de forces régionales et internationales", poursuit le communiqué, en référence notamment à l'Iran, la Russie et la Chine, alliés de Damas.

Le CNS et l'ASL ont également lancé un appel au peuple syrien à "résister".

"Cet appel intervient alors que le clan Assad procède à des opérations d'extermination des civils en prenant d'assaut des quartiers entiers à Homs (centre), Zabadani (près de Damas) et Jabal al-Zaouia (nord-est), faisant des centaines de mort et des milliers de blessés", indique le communiqué.

"Nous allons continuer à fournir toute l'aide et le soutien possibles aux habitants et aux révolutionnaires en Syrie, ainsi qu'aux soldats et officiers qui ont pris parti pour la révolution", ont affirmé le CNS et l'ASL.

<http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%99>

Les premières troupes étrangères en Syrie soutiennent les rebelles de Homs.

Damas et Moscou prennent des contre-mesures.

DEBKAFfile Exclusive Report

February 8, 2012

<http://www.debka.com/article/21718/>

[Source israélienne bien entendu non exempte de manipulation et de propagande, mais parfois effectivement bien informée]

[traduction approximative : cf original en anglais]

Des unités des opérations spéciales britanniques et qataris opèrent en secret avec les forces rebelles dans la ville syrienne de Homs, à seulement 162 km de Damas, selon des sources militaires et de renseignement de DEBKAFfile. Les troupes étrangères ne sont pas engagés dans des combats directs avec les forces syriennes qui bombardent différentes parties de la troisième plus grande ville de Syrie (1,2 millions d'habitants). Ils jouent le rôle de conseillers tactiques, gèrent les lignes de communication et relayent les demandes d'armes, de munitions, de combattants et d'aide logistique à des fournisseurs extérieurs, principalement en Turquie.

Ce site est le premier à signaler la présence de forces militaires étrangères dans l'un des foyers de rébellion en Syrie.

Nos sources rapportent que les deux contingents étrangers ont mis en place quatre centres d'opération - dans le district nord de Homs de Khaldiya, à Bab Amro à l'est, et à Bab Derib et Rastan, dans le nord. Chaque district couvre à peu près 250.0000 personnes.

Nos sources militaires indiquent également que mercredi 8 février après-midi, Assad a envoyé la 40e brigade mécanisée composée de lourds chars T-72 à Homs dans un effort tous azimuts pour battre la rébellion, contrer les contingents étrangers et de renforcer la 90e brigade d'infanterie commandée par le général Zuhair al-Assad, épine dorsale de la force militaire qui porte les coups à la ville *[aux contras]* depuis cinq jours, au prix de centaines de morts.

La présence des troupes britanniques et qataries a été opportunément saisi par le Premier ministre turc Tayyip Erdogan pour le nouveau plan qu'il a dévoilé au parlement d'Ankara ce mardi 7 février. Traitant les contingents britanniques et qataris comme la première brèche ouverte dans la muraille syrienne, son plan se base sur l'expédition d'une nouvelle force turco-arabe à Homs à travers cette brèche, et sous la protection de ces contingents. Après, ces forces iraient dans d'autres points "sensibles" *[flashpoint]*. Après près de onze mois de révolte syrienne, Erdogan a élaboré plus d'un scénario pour lutter contre la répression sauvage du régime d'Assad contre la dissidence. Son plan le plus constant a été de créer des zones militaires tampons comme refuges aux rebelles et aux civils persécutés par les autorités syriennes *[sic, bien sûr]*. Mais rien n'est sorti de ces plans, car, à chaque fois, Assad a renforcé ses contingents à la frontière turque et déployé la défense aérienne et des batteries de missiles terre-terre. Il a spécifié que le premier soldat turc qui traverserait la frontière déclencherait une guerre à grande échelle.

Il est difficile de dire à ce stade si le dernier plan en date du dirigeant turc sera plus efficace que ses projets antérieurs. Pour l'instant, il a mis la balle dans le camp US. Ce mercredi 8 février, il a envoyé son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, à Washington pour demander la coopération de

l'administration Obama. Le Premier ministre turc est également en consultation urgente avec l'Arabie Saoudite et plusieurs autres dirigeants du Golfe dans l'espoir de les amener à bord.

La présence des troupes anglo-qataries à Homs a été au centre des négociations d'Assad à Damas mardi avec le Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, et le chef des services secrets russes, Mikhaïl Fradkov. [...]

February 8, 2012

<http://www.debka.com/article/21718/>

Paroles & action du président

Jeremy Salt : Bachar el-Assad : La vérité sur la Syrie : des hommes fous en costume gris.

Dans son discours auprès d'étudiants universitaires le 10 janvier 2012, Bachar el-Assad a parlé de conspiration contre la Syrie. Utilisez un autre mot si ça vous chante, mais il est certain qu'il y en a une. Les sous-fifres subalternes dans cette campagne qui vise à destituer le gouvernement syrien sont des miliciens qui se font appeler « armée syrienne libre » ainsi que divers gangs armés. Ni les uns ni les autres ne pourraient poursuivre leurs campagnes de violences sans une aide extérieure. Sans soutien armé depuis l'extérieur, ils ne seront pas en mesure de renverser le gouvernement. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est continuer leurs tueries et provoquer le chaos dans l'espoir que le régime s'effondre. Leurs sponsors sont : les USA, la Grande Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Frères Musulmans, le Conseil National Syrien, des « activistes » syriens en exil, dont certains sont liés de près aux ministères des Affaires Etrangères britanniques et étasuniens, ainsi que tous les salafistes présents dans la région. La réforme n'est pas la question.

Leurs plans divergent sur bien des aspects, mais convergent sur un seul et même point : leur détermination à détruire le gouvernement baathiste. Pour les USA, la Grande Bretagne et la France – « l'Occident » –, la destruction d'un gouvernement et d'un parti politique qui leur a longtemps tenu tête est l'enjeu. Pour l'Arabie saoudite, la question d'est d'affronter l'Iran et de contenir le chiisme dans la région. Pour les Frères Musulmans, la question est la revanche sur la répression de leur révolte de 1982 par Hafez al Assad, la destruction d'un gouvernement laïque, et la mise en place d'un gouvernement basé sur la sharia, gouvernement qu'ils entendent dominer. Tant pour les salafistes que pour les Frères Musulmans, la question est également de détruire les alaouites en tant que force sociopolitique en Syrie. Pour les USA et l'Arabie saoudite, l'Iran et la Syrie, ainsi que le Hezbollah, sont les composantes d'un même problème. L'Arabie voit en l'Iran la tête du serpent et souhaitait qu'il soit attaqué lors des dernières années de l'administration Bush. Mais une attaque directe, enlevant le voile d'une guerre masquée déjà en cours, serait extrêmement dangereuse pour les pays qui sont en train de la mener. C'est ce qui les retient d'aller de l'avant, et non pas le fait que cette guerre serait catastrophique pour le peuple iranien et la région. (Notez au passage qu'il est assez extraordinaire que, bien que l'Iran vive depuis des années sous la menace constante d'une pareille offensive, les médias occidentaux n'ont pas encore parlé des conséquences possibles d'une attaque sur des sites nucléaires actifs.)

L'Iran serait sérieusement affaibli par une intervention armée directe en Syrie (contrairement à une guerre sous couvert actuellement en cours). Une telle intervention aurait des conséquences fort similaires à une attaque directe sur l'Iran. En 2006, les deux pays ont signé un accord de défense pour contrer les « menaces communes », et l'Iran verrait toute offensive ouverte dirigée contre la Syrie comme un prélude à une attaque sur lui-même.

La forme la plus probable d'intervention armée serait la déclaration d'une « no-fly zone », ou d'un « cordon humanitaire » juste au dessus de la frontière turco-syrienne. C'est ce qui s'est passé en Lybie, où près de 50.000 personnes ont perdu la vie après que la France, la Grande Bretagne, les USA et leurs alliés de moindre envergure, eussent décidé d'attaquer au nom du maintien de la no-fly zone. La Russie et la Chine ont indiqué qu'ils s'opposeraient à quelque manœuvre de la sorte au Conseil de Sécurité des Nations unies. À la lumière de ces difficultés, la seconde meilleure option est de déstabiliser la Syrie avec le même objectif final qu'une attaque ouverte. Faire tomber le gouvernement syrien, rompre ses liens stratégiques avec l'Iran et le Hezbollah, c'est là le but recherché par les USA et ses alliés d'Occident et du Golfe. Plongée dans des turbulences internes si fortes qu'elle ne sera plus en mesure de

riposter, la Syrie est écartée des calculs militaires. Dans la mesure où l'Iran est concerné, cette situation renforcerait considérablement la position des USA et d'Israël et pourrait rendre une guerre plus probable.

Depuis le début de l'année, la carte géopolitique de la région a été redessinée de manière significative. Les partis islamistes sont arrivés au pouvoir ou sont en train d'y arriver au Maroc, en Tunisie et en Egypte, et il est fort probable qu'ils fassent de même lorsque des élections seront organisées en Lybie. Entre ce que les partis disent lorsqu'ils sont dans l'opposition, et ce qu'ils se sentent obligés de faire une fois au pouvoir, il y a généralement une certaine différence, et les partis islamistes ne font pas exception à la règle. Sur la question sensible des relations avec Israël, Rachid Ghannouchi, le leader du parti tunisien Ennahda, a eu des discussions tranquilles avec les Israéliens à Washington et a indiqué que la Palestine ne serait pas une priorité pour le nouveau gouvernement tunisien.

Des signaux assez vagues proviennent par contre des Frères Musulmans en Egypte. D'après le ministère des Affaires Etrangères à Washington, les Frères Musulmans ont donné des garanties qu'ils s'en tiendraient au Traité de 1979 concernant Israël. Ceci fut presque immédiatement démenti par des seniors emblématiques du mouvement, affirmant que le Traité ne pouvait être considéré comme sacrosaint, et répétant qu'il est possible qu'un referendum soit organisé afin que le peuple décide. Ce sera là l'un des thèmes les plus brûlants pour le nouveau gouvernement égyptien, mais puisque ce dernier a besoin des milliards de dollars promis par les USA, l'Arabie saoudite, le Qatar et le F.M.I. , il est probable que le pragmatisme l'emporte, à court terme, voir aussi longtemps qu'Israël lui-même ne met pas en péril le Traité avec une nouvelle attaque sauvage contre Gaza ou le Liban.

Dans cet environnement qui change très vite, la Syrie reste ferme, que ce soit contre les USA et Israël d'une part, ou contre la montée croissante des islamistes/salafistes d'autre part. L'opposition pacifique fut plongée dans la violence il y a bien longtemps, alors que l'armée continue à se battre contre des « déserteurs » et des gangs armés dont les médias nous disent toujours qu'ils ne sont qu'une invention de l'Etat. Les médias occidentaux doivent encore interviewer les familles de milliers de soldats et de civils tués par ces « rebelles » et autres « gangs armés » pour voir ce que les Syriens pensent de ce qu'il se passe dans leur pays. S'appuyant sur des accusations non vérifiées d'« activistes » ou sur des sources suspectes hors de Syrie, les médias ont joué un rôle crucial dans le développement d'un récit trompeur. La semaine dernière, le Guardian s'est nouvellement livré à une bassesse avec l'accusation d'un « activiste » syrien résidant à Londres comme quoi les forces de sécurité syriennes remplissent de détenus des conteneurs qu'ils jettent ensuite à la mer. Il n'y a aucune preuve que ça se soit passé, mais c'est la façon de traiter l'information que le Guardian a préconisé pour « relater » cette crise. Lorsque Damas a été la cible d'attentats à la bombe, la BBC et le Guardian ont tous deux déclaré en toute hâte que ces attentats étaient l'œuvre du gouvernement – selon des activistes. À nouveau, ils n'avaient aucune preuve pour soutenir de telles accusations, faites au moment même où les Syriens nettoyaient le sang dans les rues et ramassaient les morceaux de corps de civils qui avaient été tués. Lorsque la Ligue Arabe a publié un rapport de gestion intermédiaire sur le travail de ses inspecteurs en Syrie, celui-ci appelait à la cessation de violences de la part du gouvernement et des gangs armés. Sur sa page internet, la BBC a uniquement relayé qu'il appelait à une cessation des violences de la part du gouvernement syrien. L'Occident part à la chasse d'une nouvelle guerre au Moyen Orient. C'est là l'essence de cette campagne contre la Syrie. Cette semaine [11 janvier 2012, ndlr], un autre scientifique nucléaire iranien a été assassiné. L'intention très claire est de provoquer l'Iran pour qu'il riposte, fournissant du même coup le prétexte pour une attaque armée que beaucoup en Israël et aux USA souhaitent. Il n'y a aucun doute sur le fait que la Syrie a besoin d'une réforme. Mais quiconque pense que les USA, la Grande Bretagne, la France, l'Arabie saoudite et le Qatar mènent campagne contre la Syrie pour que cette réforme ait lieu vit dans le monde des rêves. Chaque accusation sauvage faite par des activistes et relayée par sens du devoir dans les médias est de l'eau qui alimente leur moulin. Ces puissances ne veulent pas que la violence cesse. Elles veulent que cela continue jusqu'à ce que le gouvernement syrien tombe, et elles ont de quoi faire durer cela éternellement. Si les USA et leurs alliés franchissent le pas et attaquent la Syrie ou l'Iran, il est très probable qu'ils déclenchent une guerre régionale, puis selon certains, une guerre globale. Dans leurs costumes gris et avec leurs cravates couleur pastel, ces hommes sont aussi fous que n'importe quel fasciste en uniforme marron.

Jeremy Salt enseigne l'histoire moderne du Moyen-Orient dans le département de science politique à l'Université Bilkent, à Ankara. Il a enseigné précédemment dans les universités d'Istanbul (Bogazici,

Bosphore) et de Melbourne. Ses publications incluent " The Unmaking of the Middle East : a History of Western Disorder in Arab Lands" (University of California Press, 2008).

Il a contribué à la rédaction de cet article sur PalestineChronicles.com .

Jeremy Salt

26 janvier 2012

Source originale : The Palestine Chronicle

Traduit de l'anglais par Fabrice Lambert pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

<http://www.michelcollon.info/La-verite-sur-la-Syrie-des-hommes.html>

http://palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=17384

Résistance

Analyse

Réseau Voltaire : La présidence de la Ligue Arabe cherche à étouffer le rapport de ses experts.

Depuis le début des événements qui endeuillent la Syrie, deux versions des faits s'opposent : pour les Occidentaux et leurs alliés du Golfe, le régime réprime dans le sang une révolution populaire, tandis que pour la Syrie et ses alliés du BRICS, le pays est attaqué par des groupes armés venus de l'extérieur.

Réseau Voltaire

Vendredi 27 Janvier 2012

Pour faire toute la lumière sur ces événements, la Ligue arabe a créé une Mission d'observation composée par des personnalités nommées par chaque État membre (sauf le Liban qui n'a pas souhaité participer). Cette diversité des experts garantit l'impossibilité de manipuler le résultat, leur nombre (plus de 160) et la durée de leur mission (1 mois) permet de dresser le tableau bien plus large que tous ceux dont on disposait précédemment. A ce jour, aucun organisme tiers ne peut prétendre avoir conduit une enquête aussi vaste et aussi rigoureuse, et par conséquent ne peut prétendre mieux connaître la situation en Syrie.

Le Comité ministériel de la Ligue Arabe, chargé du suivi du Plan arabe et composé de 5 États sur les 22 membres de la Ligue (Algérie, Égypte, Oman, Qatar, Soudan) a validé le rapport de la mission par 4 voix contre 1 (celle du Qatar) et a décidé de prolonger d'un mois la mission des observateurs.

Le problème c'est que le rapport confirme la version du gouvernement syrien et infirme celle des Occidentaux et des monarchies du Golfe. Notamment, il atteste qu'il n'y a pas eu de répression létale de manifestations pacifiques et que tous les engagements pris par Damas ont été scrupuleusement respectés. Il valide aussi le fait capital que le pays est déstabilisé par des groupes armés, responsables de centaines de morts parmi les civils syriens et de plusieurs milliers dans les rangs de l'armée, ainsi que plusieurs centaines d'actes de terrorisme et de sabotage.

C'est la raison pour laquelle le Qatar cherche désormais à empêcher la diffusion du rapport par tous les moyens. En effet, celui-ci se révèle être une véritable bombe pouvant se retourner contre lui et son dispositif de communication.

Le Qatar exerce actuellement la présidence de la Ligue ; non pas que son tour soit venu pour cela, mais parce qu'il a acheté à l'Autorité palestinienne son propre tour de présidence.

La présidence de la Ligue a donc décidé de ne pas diffuser le rapport de la Mission d'observation, de ne pas le traduire, et même de ne pas placer la version originale arabe sur son site internet.

Le risque pour l'Émirat wahhabite est énorme. Si par malheur le public occidental avait accès au rapport, c'est bien au Qatar et à ses relais qu'il risquerait de demander des comptes en matière de démocratie et d'implication dans le massacre de populations.

27 Janvier 2012

<http://www.voltairenet.org/La-presidence-de-la-Ligue-Arabe>

Viatcheslav Lachkoul,: le départ d'Assad provoquerait le chaos.

En cas de départ du président syrien Bachar el-Assad, le pays plongera dans le chaos, le dialogue étant la

seule solution possible dans le contexte actuel, a annoncé mercredi à RIA Novosti Viatcheslav Lachkoul, expert russe du Proche-Orient.

"La Syrie héberge une grande variété de groupes ethniques qui ont jusqu'à présent coexisté pacifiquement grâce à un régime fort. Si Bachar el-Assad part, les islamistes de l'organisation des Frères musulmans en profiteront pour lancer une politique de terreur contre la population du pays", a indiqué M.Lachkoul, secrétaire de la Société pour l'étude de l'histoire des services spéciaux russes.

"Malgré la complexité de la situation, la majorité de la population soutient toujours el-Assad. C'est un fait qui doit être pris en considération par les pays occidentaux", a-t-il ajouté.

Selon l'expert, une crise similaire a frappé la Syrie avant l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad, père du président actuel.

"À l'époque, Hafez al-Assad avait réussi à mettre fin à la révolte des islamistes, ce qui a permis de stabiliser la situation et d'unifier le pays. Bien évidemment, le président actuel craint l'arrivée au pouvoir des islamistes et la réédition du scénario libyen", a fait remarquer M.Lachkoul.

L'expert a en outre souligné qu'en cas de départ d'al-Assad, la Russie perdrait son seul allié au Proche-Orient et disparaîtrait de la région pour de nombreuses années.

"C'est pourquoi la Russie doit insister sur le dialogue. C'est la seule solution à la crise qui soit acceptable pour toutes les parties. Malheureusement, l'opposition contrôlée complètement par l'Arabie saoudite et le Qatar n'accepte pas cette solution, et exige le départ d'al-Assad", a-t-il déclaré.

8 février –

RIA Novosti

<http://fr.ria.ru/world/20120208/193306680.html>

1 Lutte pour la libération du territoire

[Damas accuse l'opposition d'avoir pilonné Homs pour influencer l'ONU.](#)

Le ministre syrien de l'Information, Adnane Mahmoud, a accusé, samedi, l'opposition d'avoir pilonné la ville de Homs (centre), pour tenter d'influencer le vote d'une résolution, au Conseil de sécurité de l'ONU, contre la répression, en Syrie.

Les informations (...), sur un pilonnage, par l'armée syrienne, de quartiers à Homs, sont fausses et sans fondement. Elles interviennent, dans le cadre d'une guerre d'information hystérique (...), en prévision d'une réunion, au Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré le ministre à l'AFP.

04/02/2012

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/168007-damas-accuse-lopposition-davoir-pilonn%C3%A9-homs-pour-influencer-lonu>

[Damas accuse l'opposition d'avoir pilonné Homs pour influencer l'ONU](#)

Le ministre syrien de l'Information, Adnane Mahmoud, a accusé, samedi, l'opposition d'avoir pilonné la ville de Homs (centre), pour tenter d'influencer le vote d'une résolution, au Conseil de sécurité de l'ONU, contre la répression, en Syrie.

Les informations (...), sur un pilonnage, par l'armée syrienne, de quartiers à Homs, sont fausses et sans fondement. Elles interviennent, dans le cadre d'une guerre d'information hystérique (...), en prévision d'une réunion, au Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré le ministre à l'AFP.

04/02/2012

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/168007-damas-accuse-lopposition-davoir-pilonn%C3%A9-homs-pour-influencer-lonu>

2 Politique Syrienne

Sur le terrain

[Arrestation des espions saoudiens et qataris en Syrie](#)

Un nombre d'agents de renseignements saoudiens et qataris qui menaient des activités d'espionnage en faveur d'Israël ainsi que pour provoquer les opposants syriens contre le gouvernement de Damas, a été arrêté. L'hebdomadaire palestinien Al-Manar, a écrit dimanche que les forces syriennes ont récemment arrêté un nombre d'agents de renseignement qataris et saoudiens dont la mission était de provoquer les opposants syriens contre le gouvernement du président Bashar Assad ainsi que de diriger les groupes

terroristes pour massacrer les gens, perpétrer des attentats à la bombe et des attaques contre les forces gouvernementales. Selon Al-Manar qui citait les sources bien informées, l'infiltration de ces éléments dont le nombre s'élevait à 10, fait partie des complots anti-syriens fomentés par les Etats-Unis, Israël, la France, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie. Selon Press TV, Lors d'une attaque terroriste contre un poste de contrôle Syrie, trois militaires ont été tués.

IRIB

Des Canons ... pas du beurre

Ahmadinejad: "Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'attaque étrangère contre la Syrie".

La démocratie ne peut pas sortir du canon des fusils américains et européens. et ces fusils n'imposent aux nations que la pauvreté et l'humiliation, a affirmé Ahmaninejad au premier jours de la conférence internationale "Eveil islamique et les jeunes" qui se tient à Téhéran.

"Les Etats Unis et les pays occidentaux ont vendu plus de 60 millions de dollars d'armes et de munitions aux pays de la région rien que pour l'année 2011; ces armes sont -elles destinées à répandre la paix, la liberté et la démocratie ou servent-elles à tuer, à déclencher des guerres et à semer la discorde? s'est interrogé le Président. Selon Ahmadinejad, la justice, la liberté et la dignité sont les droits indéniables des peuples. ' C'est à l'appui du credo de démocratie et des droits de l'homme que les colonislaistes poursuivent aujourd'hui leurs objectifs, a-t-il dit. " Chaque année plus de 1200 milliards de dollars sont dépensés pour que les armes soient fabriquées, des armes qui servent à semer la mort, a-t-il ajouté. "Cette grosse quantité d'armes fabriquée doit se vendre et elle se vend au prix de creuser le fossé entre pauvres et riches, de généraliser la pauvreté. et tout ceci n'advient, t qu'en raison de l'egoïsme, du maximalisme, de l'arrogance d'une poignée de dirigeants corrompus qui ne veulent jamais que la justice l'amour et l'amitié entre les peuples soient rétablis, a-t-il poursuivi. plus de 1200 jeunes issus des mouvements révolutionnaires participent à la conférence de Téhéran qui se tiendra pendant deux jours. (Agence Sana)

IRIB- "

<http://french.irib.ir/info/iran-actualite/item/166300-ahmadinejad-israel-ne-sera-pas-a-labri-en-cas-dattaque-etrangere-contre-la-syrie-agence-sana>

Les grandes manœuvres

Luc Michel : Moscou fait front à l'ONU avec Damas !

Sergueï Lavrov : « Les changements de régime, ce n'est pas notre travail. Certains autres pays ... » Après s'être faite rouler dans la farine à l'ONU lors de l'Affaire libyenne, la Russie n'interviendra pas dans les affaires de la Syrie Moscou ne demandera pas à Bachar al-Assad de démissionner, a déclaré ce mardi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, soulignant qu'il n'appartient pas aux autres de s'ingérer dans les affaires de la Syrie.

Après 10 mois de violences en Syrie qui selon les Nations unies – qui reprennent sans aucun recul ni contrôle les affabulations des pseudos ONG financées par les USA, comme le pseudo « Observatoire syrien des droits de l'Homme » (sic) – auraient fait plus de 5.400 morts (resic), la pression s'accroît sur la Russie pour qu'elle face preuve de plus de fermeté vis-à-vis du président Assad et de son régime. La Russie, qui utilise son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU, exaspère les pays occidentaux en refusant de soutenir la résolution demandant le départ d'Assad. "Je ne pense pas que la politique russe consiste à demander aux gens de démissionner. Les changements de régime, ce n'est pas notre travail. Certains autres pays ...", a déclaré Sergueï Lavrov en Australie dans une interview mardi sur la chaîne nationale ABC. "C'est aux Syriens de décider eux-mêmes comment le pays doit être dirigé, sans aucune ingérence extérieure ", a ajouté M. Lavrov.

Un projet de résolution des Nations unies sur la Syrie, dicté par les USA et l'OTAN, appelle le président Bachar al-Assad à mettre fin aux violences contre l'opposition et transférer "toute son autorité à son vice-président", en vue d'opérer une transition démocratique.

LES PUTAINS « EUROPEENNES » ET « ARABES » DES USA A L'OFFENSIVE CONTRE LA SYRIE

Les dirigeants « européens » – les politicards de l'UE n'ont pas plus de légitimité à représenter l'Europe que n'en avait Quisling à parler au nom de la Norvège en 1941 – ont demandé ce lundi soir à l'ONU d'agir pour mettre fin à la "répression" en Syrie à la veille d'une réunion du Conseil de sécurité.

"Nous sommes indignés par les atrocités et la répression commises par le régime syrien et nous exhortons les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la répression", a déclaré le non-président de l'UE, Herman Van Rompuy, la serpillière sociale-chrétienne, au cours d'une conférence de presse.

Le non-président de l'UE a emboîté le pas de la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, qui a également appelé lundi l'ONU à agir pour faire cesser la violence en Syrie.

"Les Etats-Unis condamnent dans les termes les plus fermes l'escalade des attaques violentes et brutales perpétrées par le régime syrien contre son propre peuple", a déclaré Mme Clinton dans un communiqué.

"Le Conseil de sécurité doit agir afin de faire clairement savoir au régime syrien que la communauté internationale considère ses agissements comme une menace pour la paix et la sécurité", a ajouté Mme Clinton qui se rendra personnellement à la réunion du Conseil de sécurité mardi à New York. Clinton, dont le mari a fait bombarder Belgrade et est responsable de la mort d'un million d'enfants irakiens par l'embargo yankee, et dont le régime Obama qu'elle représente vient tout juste d'assassiner 170.000 libyens, s'y connaît en matière d'attaques brutales ...

Plusieurs ministres des Affaires étrangères européens, dont le Français Alain Juppé et le Britannique William Hague, seront également à New York pour cette réunion.

Les pays occidentaux souhaitent faire adopter un projet de résolution qui réclame le départ du président syrien Bachar al-Assad. Mais la Russie, qui dispose d'un droit de veto, a réaffirmé lundi son opposition à ce projet.

LE COMLOT OCCIDENTAL A L'ONU CONTRE LA SYRIE BA'ATHISTE

Le projet, préparé par les Européens avec plusieurs pays arabes dont le Maroc (le petit roi, caniche docile des USA, a peur de perdre son trône et a déjà participé aux bombardements de l'OTAN Sur la Libye ...), reprend les grandes lignes du plan de la Ligue arabe. Celui-ci prévoit la fin des violences et le transfert des pouvoirs de Bachar al-Assad à son vice-président avant l'ouverture de négociations avec la pseudo « opposition » aux ordres directs des USA et de l'OTAN.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, et le Premier ministre pro-islamistes du Qatar (le fer de lance de l'offensive américaine au Proche-Orient), cheikh Hamad ben Jassem Al Thani, exposeront le plan « arabe » concocté au State Departement devant le Conseil.

En raison de la "résistance" de la Russie, Alain Juppé estimait lundi « que les conditions pour adopter une résolution n'étaient pas encore réunies ».

Selon des sources diplomatiques françaises cependant, "les équilibres au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ont évolué", notamment avec l'arrivée début janvier de cinq nouveaux membres non-permanents (Maroc, Togo, Guatemala, Pakistan, Azerbaïdjan), plus convaincus de la nécessité d'agir dans la crise syrienne.

Parallèlement, le Brésil qui, avec les autres émergents membres non-permanents –Inde et Afrique du sud– s'opposaient à toute ingérence dans les affaires syriennes, n'est plus au Conseil de sécurité."Au moins dix pays" sur les quinze pourraient désormais être en faveur du projet de résolution, selon des diplomates français.

Hélas cette belle stratégie est mise en échec par les vetos russe et chinois ...

Luc Michel

Avec PCN-SPO – ABC TV & AFP /

2012 01 31 /

Source : ELAC

<http://www.elac-committees.org/...>

[Les rebelles syriens voudraient "leur Benghazi" pour entraîner une intervention de l'Otan.](#)

Mais...L'OTAN se heurte à la Russie et à la Chine

Les Occidentaux et les monarches du Golfe sont choqués par la rebuffade que leur ont infligée la Russie et la Chine au Conseil de sécurité. Cette amertume prend deux formes : d'une part, les médias déplorent que les grandes puissances se divisent alors que « les massacres continuent » ; d'autre part, ils accusent Moscou de privilégier ses intérêts stratégiques et commerciaux par rapport aux droits humains. Tous font l'impasse sur la position de Pékin, pourtant tout aussi claire que celle de Moscou, mais qu'ils ne parviennent pas à relier à des intérêts directs.

Certains commentateurs développent des arguments pour convaincre la Russie et la Chine de changer de position. Cependant, ces éditoriaux semblent plus destinés à montrer aux lecteurs occidentaux que l'on a tout tenté en vain. En effet, les arguments choisis ne peuvent qu'être mal ressentis par leurs destinataires : ces commentateurs leur reprochent de manquer de principes, alors que c'est précisément au nom de leurs principes que Russes et Chinois ont posé leur veto.

En définitive, tout laisse à penser qu'après avoir envisagé ces derniers jours de déchaîner les foudres de l'OTAN, les Occidentaux ne souhaitent pas risquer un conflit mondial et préfèrent clore le dossier. Si cette interprétation devait se confirmer, il leur resterait à mettre en scène cette sortie de crise pour éviter qu'elle n'apparaisse comme une reculade, illustrant la fin de leur domination unipolaire.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad prend au pied de la lettre les confessions vidéos des cinq ingénieurs iraniens détenus par l'Armée syrienne libre, ce qu'il refuserait de faire pour autre otage détenu dans le monde. Il s'agirait donc de Gardiens de la révolution agissant sous couverture, ce que confirmerait leur tenue vestimentaire et la présence sur la vidéo d'un fusil de sniper. Au passage l'auteur informe ses lecteurs avec quelques semaines de retard de la parution de la « preuve de vie » des otages dans un reportage de Paris-Match (voir notre enquête : « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V.). Christophe Ayad admet que les ingénieurs étaient alors vêtus en civils. Il s'ensuit que leurs vêtements dans la vidéo sont une mise en scène. L'auteur ne relève pas qu'il en est de même pour le fusil Dragonov. En effet, dans le même reportage de Paris-Match, ce fusil est utilisé par des membres de la brigade qui a enlevé les Iraniens.

- Toujours dans Le Monde, Peter Harling de l'International Crisis Group (ICG) observe qu'il est impossible de dire comment évolueront les révolutions arabes. Pour éviter le pire, il convient avant tout, poursuit-il, de diminuer la tension. Par conséquent, ce n'est pas le moment d'attaquer la Syrie. Après celle de Gareth Evans, cette tribune libre est la seconde en trois jours écrite par l'ICG et diffusée par Project Syndicate (deux organisations de George Soros) pour remettre la guerre de Syrie à plus tard.

- La Tribune de Genève assure qu'il faut laisser le temps aux Russes pour qu'ils acceptent un compromis. Une fois l'élection présidentielle passée, Poutine pourrait lâcher el-Assad. Il est donc urgent d'attendre.

- Dans le Diario de Noticias, Lumena Raposo, reprend les imputations d'El Pais : la Syrie aurait libéré un théoricien d'Al-Qaida, Mustafa Setmariam Nasr al-Suri, pour irriter les Etats-Unis.

- L'éditorial du National Post met en garde contre l'engrenage que représenterait une guerre contre la Syrie et préconise d'attendre que le régime tombe de lui-même, ce qui ne saurait tarder. Le quotidien néo-conservateur canadien publie également une lettre d'un président d'université assurant que Bachar el-Assad n'est pas un tyran, mais un réformiste captif de ses généraux. Il serait donc contre-productif de demander sa démission.

- Mona Amami rapporte dans USA Today que le soutien du Hezbollah à l'administration el-Assad est susceptible de lui aliéner une partie de l'opinion publique arabe. La conclusion induite est toujours la même : les États-Unis n'ont pas intérêt à renverser tout de suite le régime syrien.

- Le responsable de la rubrique Iran dans le New York Times, Rick Gladstone, imagine qu'un renversement du président el-Assad aurait de lourdes conséquences pour l'Iran. À la condition que ce changement de régime vienne de l'intérieur.

- De nombreux médias, dont L'Orient-Le Jour, reprennent à leur compte des citations extraites du rapport des observateurs de Ligue arabe, sorties de leur contexte. Ils en concluent que les observateurs étaient incompetents et sans moyens de travail et font l'impasse sur le fond de leur travail.

- Dans une déclaration à L'Orient-Le Jour, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, invite les chrétiens de Syrie à se désolidariser d'un régime qui n'a pas d'avenir. Il y a une certaine

maladresse à menacer une communauté confessionnelle en lui offrant de sauver ses intérêts matériels si elle renie ses principes.

- Michael Young s'interroge dans le Daily Star : pour faire usage de leur veto, les Russes regardent-ils les mêmes télévisions que nous ? La réponse qui ne lui vient pas à l'esprit est évidemment, les Russes ont d'autres sources d'information et par conséquent une autre vision des événements.

- La presse chinoise consacre de gros titres au veto, soulignant que Beijing défend des principes fondamentaux (souveraineté des peuples, non-ingérence dans les affaires intérieures) selon l'esprit et la lettre de la Charte des Nations-Unies dont les Occidentaux font peu de cas.

« Revue de presse Syrie » #42

2 février 2012

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-se-heurte-a-la-Russie-et-a>

Voir :

http://www.voltairenet.org/IMG/pdf/20120202_Revue_de_presse_42.pdf

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-se-heurte-a-la-Russie-et-a>

4 Des Canons ... pas du beurre

Erika Solomon : Les insurgés syriens voudraient reproduire le scénario libyen.

Les rebelles syriens ont beau avoir été chassés des faubourgs de Damas par l'armée de Bachar al Assad, ils sont confortés par leurs récents succès sur le terrain.

Et certains espèrent que les enclaves dont ils ont pris le contrôle ouvriront la porte à une intervention militaire internationale.

Les rebelles interrogés par Reuters cette semaine, par téléphone et internet, sont apparus très déterminés malgré ce qu'ils ont qualifié de "*retrait tactique*" des abords de Damas et le pilonnage de l'artillerie loyaliste dans le nord du pays.

L'Armée syrienne libre (ASL) est un conglomérat d'unités locales, formées de déserteurs et de volontaires et dirigées, au moins en théorie, par d'anciens officiers supérieurs de l'armée syrienne réfugiés en Turquie.

Dix mois après le début du soulèvement contre le régime de Bachar al Assad, les moyens dont disposent les rebelles restent limités.

Peu de leurs commandants militaires, et encore moins d'experts internationaux, s'aventurent à pronostiquer une victoire rapide de l'ASL sans changement radical de la situation sur le terrain, comme la défection de généraux fidèles à Assad. Une intervention étrangère paraît encore plus hypothétique. Certains commandants insurgés n'en ont pas moins proclamé un territoire "*libéré*" après avoir pris de contrôle d'une région montagneuse proche de la frontière libanaise, une initiative qui rappelle celle des opposants libyens au début du soulèvement contre Mouammar Kadhafi.

VERS UN BENGHAZI SYRIEN ?

"*Il nous faut créer notre propre Benghazi*", explique au téléphone un ancien officier de l'armée syrienne, répondant au nom de guerre d'Abou Thaer, en référence à la "capitale" de la rébellion libyenne.

"*Si une zone tampon était décrétée, ou une zone d'exclusion aérienne, cela provoquerait une série de défections dans l'armée*", assure-t-il. "*La situation changerait à 180 degrés.*"

Pour certains observateurs, la percée des rebelles dans les faubourgs de Damas a donné une nouvelle crédibilité à l'ASL.

"*Elle se renforce, occupe une place de plus en plus importante au sein de l'opposition et représente désormais une vraie force sur le terrain*", estime Andrew Tabler, analyste au Washington Institute pour les études proche-orientales. "*Cela ne signifie pas qu'elle peut renverser l'Etat, mais elle constitue une menace sérieuse.*"

Les rebelles sont frustrés que le soutien moral que leur apportent certains membres de l'Otan, comme la Turquie, ne se traduise pas en actions concrètes.

"*Nous allons libérer davantage de territoires car la communauté internationale n'a rien d'autre à proposer que des menaces vides*", promet un insurgé âgé d'une vingtaine d'années, de Zabadani, une ville

située près de la frontière libanaise où l'ASL a contraint la semaine l'armée régulière à accepter un cessez-le-feu et à se retirer.

"On doit se préparer à faire le travail nous-mêmes", ajoute un commandant de l'armée rebelle qui opère entre la Turquie et la ville d'Idlib, au nord du pays. [...]

Reuters :

01-02-2012

Erika Solomon

5 Pays Arabes & voisins

Arabie

[Le Parlement arabe appelle les pays arabes à rompre leurs relations diplomatiques avec la Syrie !](#)

Le président du parlement arabe, Ali Salem Deqbassi a appelé, samedi, les pays arabes à rompre leurs relations avec Damas et l'expulsion des ambassadeurs syriens en signe de protestation contre la poursuite des violences dans ce pays. "Les pays arabes sont appelés (..) à expulser les ambassadeurs syriens et à rompre leurs relations diplomatiques et économiques avec Damas jusqu'à la satisfaction par le régime des revendications du peuple syrien", selon un communiqué du parlement arabe. La semaine dernière, la Ligue arabe avait suspendu la mission des observateurs arabes en Syrie en raison de la "recrudescence des violences" dans ce pays. La Tunisie a rompu hier ses relations diplomatiques avec la Syrie et expulsé son ambassadeur.

05/02/2012

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/168068-le-parlement-arabe-appelle-les-pays-arabes-a-rompre-leurs-relations-diplomatiques-avec-la-syrien>

[L'Arabie va reconnaître le CNS comme représentant du peuple syrien](#)

L'Arabie saoudite va reconnaître le Conseil national syrien (CNS) comme "représentant officiel" du peuple syrien, a affirmé un haut responsable de ce mouvement d'opposition au régime de Bachar al-Assad dans une interview publiée vendredi.

"Le ministre des Affaires étrangères saoudien Saud al-Fayçal a fait savoir à une délégation du CNS qu'il a rencontrée au Caire la semaine dernière que le royaume allait reconnaître le conseil comme représentant officiel du peuple syrien", a déclaré Ahmad Ramadan, membre de l'exécutif du Conseil, au journal koweïtien Al-Raï. Il n'a pas précisé quand Ryad comptait effectuer cette démarche, ni si les cinq autres Etats membres du Conseil de coopération du Golfe persique(CCGP) allaient lui emboîter le pas. L'Arabie saoudite a retiré ses observateurs de la mission de la Ligue arabe en Syrie, critiquée pour son incapacité à mettre fin aux violences, suivie cette semaine par les pays du Golfe persique.

M. Ramadan, qui a assisté à la rencontre avec le ministre saoudien, a rapporté des propos du prince Saud, selon lesquels les gouvernements arabes sont convaincus que le gouvernement syrien est responsable de l'échec de cette mission.

La Libye a déjà reconnu en octobre le CNS "comme seul gouvernement légitime en Syrie".

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/166336-syrie-larabie-va-reconna%C3%A9tre-le-cns-comme-repr%C3%A9sentant-du-peuple-syrien>

Iran

Ahmadinejad: "Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'attaque étrangère contre la Syrie" ().

Le Président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a affirmé qu'Israël ne sera pas à l'abri, en cas d'une attaque étrangère contre la Syrie. Dans une allocution, prononcée, aujourd'hui, à Karaman, au Sud-Ouest de l'Iran, M. Ahmadinejad a souligné que les Etats-Unis cherchent à porter un coup à la Syrie, parce qu'elle constitue un obstacle devant le projet américano-sioniste, dans la région. Il a fait remarquer que Washington propage des allégations et des falsifications, afin de réaliser son objectif, dans la région. Le président iranien a, aussi, critiqué les sanctions américano-européennes contre son pays, affirmant l'inefficacité de ces sanctions, sur l'économie iranienne.

IRIB- "La démocratie ne peut pas sortir du canon des fusils américains et européens. et ces fusils n'imposent aux nations que la pauvreté et l'humiliation, a affirmé Ahmadinejad au premier jours de la conférence internationale "Eveil islamique et les jeunes" qui se tient à Téhéran.

"Les Etats Unis et les pays occidentaux ont vendu plus de 60 millions de dollars d'armes et de munitions aux pays de la région rien que pour l'année 2011; ces armes sont -elles destinées à répandre la paix, la liberté et la démocratie ou servent-elles à tuer, à déclencher des guerres et à semer la discorde? s'est interrogé le Président. Selon Ahmadinejad, la justice, la liberté et la dignité sont les droits indéniables des peuples. ' C'est à l'appui du credo de démocratie et des droits de l'homme que les colonislaistes poursuivent aujourd'hui leurs objectifs, a-t-il dit. " Chaque année plus de 1200 milliards de dollars sont dépensés pour que les armes soient fabriquées, des armes qui servent à semer la mort, a-t-il ajouté. "Cette grosse quantité d'armes fabriquée doit se vendre et elle se vend au prix de creuser le fossé entre pauvres et riches, de généraliser la pauvreté. et tout ceci n'advient, t qu'en raison de l'egoisme, du maximalisme, de l'arrogance d'une poignée de dirigeants corrompus qui ne veulent jamais que la justice l'amour et l'amitié entre les peuples soient rétablis, a-t-il poursuivi. plus de 1200 jeunes issus des mouvements révolutionnaires participent à la conférence de Téhéran qui se tiendra pendant deux jours.

Agence Sana

<http://french.trib.ir/info/...>

<http://french.trib.ir/info/iran-actualite/item/166300-ahmadinejad-israel-ne-sera-pas-a-labri-en-cas-dattaque-etrangere-contre-la-syrie-agence-sana>

6 Les adversaires

Pays

Allemagne

Saïd [Doudine \(Allemagne\) : La Syrie affronte un grand complot conduit par des fascistes.](#)

L'Allemagne / M. Saïd Doudine, directeur de l'institution du monde uni pour la recherche et l'information, a affirmé que la Syrie affronte un grand complot conduit par des fascistes qui exécutent les objectifs israéliens via le ciblage de la stabilité de ce pays , exprimant sa confiance en la capacité du peuple syrien de faire face aux fascistes en raison de leur maturité et de leur compréhension des dimensions du plan d'épuisement dont la Syrie fait l'objet à long terme. Interviewé par la télévision syrienne, M. Doudine a fait savoir que le plan d'épuisement visant la Syrie a été dévoilé par beaucoup de documents émis par les institutions sionistes dès l'an 2000. Il a ajouté que la Syrie est visée par un plan stratégique ayant pour but d'imposer l'hégémonie à partir des littéraux de la Méditerranée vers les frontières de la Chine, "ce qui fait de la Chine et de la Russie parmi les pays ciblés".

04/02/2012

IRIB

France

[Après le veto à l'Onu, Sarkozy propose la création d'un Groupe des amis du peuple syrien !](#)

Après l'échec à l'Onu d'un projet de résolution sur la répression en Syrie, la France avance l'idée de former un "groupe des amis du peuple syrien" en Europe et dans le monde arabe pour favoriser une solution, a dit samedi soir Nicolas Sarkozy. "La France ne se résigne pas. Elle se concerta avec ses partenaires européens et arabes afin de créer un 'Groupe des amis du peuple syrien' qui aura pour objectif d'apporter tout l'appui de la communauté internationale à la mise en oeuvre de l'initiative de la Ligue Arabe", lit-on dans un communiqué de l'Elysée. Aucun détail n'était disponible dans l'immédiat sur cette initiative de l'Elysée. Interrogé par le journal de France 2 peu avant la diffusion du communiqué, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé n'en avait pas dit un mot.

05/02/2012

<http://french.trib.ir/info/international/item/168067-apres-le-veto-a-lonu-sarkozy-propose-la-creation-dun-groupe-des-amis-du-peuple-syrienn>

6 Les alliés

Tunisie

[Des centaines de Tunisiens devant l'ambassade syrienne à Tunis.](#)

Des centaines de citoyens tunisiens se sont rassemblés ce matin devant l'ambassade syrienne à Tunis en signe de protestation contre la décision du président tunisien provisoire d'expulser l'ambassadeur syrien.

Les manifestants ont levé des pancartes qui dénoncent la décision de l'expulsion de l'ambassadeur syrien et de la fermeture de l'ambassade, exprimant leur solidarité avec la Syrie face au complot et leur appréciation des sacrifices consentis par l'armée syrienne pour la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité. Ils ont remercié la Russie et la Chine pour leur tenue aux côtés du peuple syrien lors des instances internationales.

Les manifestants s'en ont pris au Conseil d'Istanbul et au rôle suspect des responsables de Qatar vis-à-vis de la crise en Syrie.

05/02/2012

<http://www.sana.sy/fra/55/2012/02/05/398579.htm>

7 Les institutions

1 Alba

Les pays de l'ALBA dénoncent l'ingérence des « Contras » en Syrie.

Bien que le cynisme qu'implique la mise en œuvre d'une stratégie de déstabilisation puisse laisser les Européens incrédules, il n'en est pas de même pour les latino-américains.

Là-bas l'épisode des « Contras » est encore dans toutes les mémoires, et le parallèle avec la situation syrienne est immédiat.

Dans un communiqué publié en marge du XIème sommet de l'organisation, les 9 États membres de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) ont rejeté ce dimanche la « *politique systématique d'ingérence et de déstabilisation* » qui cherche à « *imposer par la force un changement de régime au peuple Syrien* ».

La résolution des membres de l'ALBA condamne « *les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères ont lancé contre le peuple syrien* ».

Les chefs des États membres de l'organisation d'intégration latino-américaine ont manifesté leur soutien à la « *politique de réforme nationale initiée par le Gouvernement du président Bashar al-Assad, qui cherche à trouver une solution politique à la crise actuelle* », « *dans le respect de la souveraineté du peuple syrien et de l'intégrité territoriale de la Syrie* ».

Les États atlantistes et du Golfe, ainsi que leurs relais de communication, accusent le gouvernement syrien de réprimer dans le sang une contestation pacifique. Au contraire, le gouvernement syrien affirme que ces mêmes pays occidentaux soutiennent des groupes armés qui mènent des opérations de sabotage dans le pays, ayant entraîné la mort de plusieurs milliers de citoyens, civils et militaires. Les observateurs de la Ligue arabe ont invalidé les accusations de leurs propres gouvernements et ont partiellement validé le point de vue syrien.

Bien que le cynisme qu'implique la mise en œuvre d'une stratégie de déstabilisation puisse laisser les Européens incrédules, il n'en est pas de même pour les latino-américains. Là-bas l'épisode des « Contras » est encore dans toutes les mémoires, et le parallèle avec la situation syrienne est immédiat.

Ces groupes armés (en espagnol : « Contre-Révolutionnaires ») avaient été soutenus et entraînés d'abord par la dictature Argentine, en tant que sous-traitant, puis directement par les administrations Carter et Reagan pour renverser le gouvernement socialiste du Nicaragua durant les années 80. Ils opéraient des raids contre l'économie et la population du Nicaragua à partir de bases arrière situées au Honduras.

Le bilan de cette fausse guerre civile organisée par les États-Unis contre un État et un peuple souverains est estimé à 57 000 victimes, dont 29 000 morts.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et du CCG, eux, multiplient les déclarations à l'encontre de la Syrie, à leurs yeux « *plus isolée que jamais* ».

<http://www.voltairenet.org/Les-pays-de-l-ALBA-denoncent-a>

2 ONU

[Nouveau projet de résolution de l'ONU déposé par les Européens et Arabes](#)

Européens et pays arabes ont présenté vendredi au Conseil de sécurité de l'ONU un nouveau projet de résolution sur la Syrie fondé sur le plan de règlement de la Ligue arabe, qui demande notamment le départ du pouvoir du président Bachar al-Assad.

Nous avons la chance aujourd'hui de pouvoir ouvrir un nouveau chapitre sur la Syrie, a estimé l'ambassadeur allemand à l'ONU Peter Wittig, à son entrée au Conseil. Il faisait référence implicitement au blocage de précédentes résolutions par la Russie et la Chine depuis le début de la crise en Syrie. Nous avons présenté un texte qui est fondé sur les demandes de la Ligue arabe, a précisé l'ambassadeur français Gérard Araud. Nous voulons simplement transformer les demandes de la Ligue arabe en demandes du Conseil de sécurité (..) pour la mission d'observation, mais aussi en ce qui concerne la solution politique. Nous avons attendu trop longtemps (..) le plan de la Ligue arabe est la seule voie politique qui nous est offerte afin d'éviter le pire, a-t-il affirmé.

Le nouveau texte, préparée notamment par Paris, Londres et Berlin avec plusieurs pays arabes, a été officiellement mis sur la table par le Maroc.

La Russie et la Chine avaient mis leur veto en octobre dernier à un précédent texte condamnant la répression sanglante en Syrie, qui a fait plus de 5.000 morts depuis mars 2011 selon l'ONU.

Le nouveau projet reprend les grandes lignes du plan annoncé le week-end dernier par la Ligue arabe. Celui-ci prévoit notamment un transfert du pouvoir du président syrien Bachar al-Assad à son vice-président, suivi d'élections libres. Le texte fait aussi référence aux sanctions inédites imposées par la Ligue à la Syrie et encourage d'autres pays à suivre cet exemple.

Des responsables de la Ligue arabe doivent présenter mardi le plan au Conseil. Les promoteurs de la nouvelle résolution souhaitent un vote dans la foulée sur leur texte.

Le ministre adjoint des Affaires étrangères russe Guennadi Gatilov a averti vendredi que Moscou ne soutiendra aucune résolution à l'ONU appelant au départ du président syrien Bachar al-Assad.

<http://www.romandie.com/news/n/ Syrie nouveau projet de resolution de l ONU depose par Euro peens et Arabes270120122201.asp>

3 Ligue arabe

Réseau Voltaire : La présidence de la Ligue Arabe cherche à étouffer le rapport de ses experts.

Depuis le début des événements qui endeuillent la Syrie, deux versions des faits s'opposent : pour les Occidentaux et leurs alliés du Golfe, le régime réprime dans le sang une révolution populaire, tandis que pour la Syrie et ses alliés du BRICS, le pays est attaqué par des groupes armés venus de l'extérieur.

Pour faire toute la lumière sur ces événements, la Ligue arabe a créé une Mission d'observation composée par des personnalités nommées par chaque État membre (sauf le Liban qui n'a pas souhaité participer). Cette diversité des experts garantit l'impossibilité de manipuler le résultat, leur nombre (plus de 160) et la durée de leur mission (1 mois) permet de dresser le tableau bien plus large que tous ceux dont on disposait précédemment. A ce jour, aucun organisme tiers ne peut prétendre avoir conduit une enquête aussi vaste et aussi rigoureuse, et par conséquent ne peut prétendre mieux connaître la situation en Syrie.

Le Comité ministériel de la Ligue Arabe, chargé du suivi du Plan arabe et composé de 5 États sur les 22 membres de la Ligue (Algérie, Égypte, Oman, Qatar, Soudan) a validé le rapport de la mission par 4 voix contre 1 (celle du Qatar) et a décidé de prolonger d'un mois la mission des observateurs.

Le problème c'est que le rapport confirme la version du gouvernement syrien et infirme celle des Occidentaux et des monarchies du Golfe. Notamment, il atteste qu'il n'y a pas eu de répression létale de manifestations pacifiques et que tous les engagements pris par Damas ont été scrupuleusement respectés. Il valide aussi le fait capital que le pays est déstabilisé par des groupes armés, responsables de centaines de morts parmi les civils syriens et de plusieurs milliers dans les rangs de l'armée, ainsi que plusieurs centaines d'actes de terrorisme et de sabotage.

C'est la raison pour laquelle le Qatar cherche désormais à empêcher la diffusion du rapport par tous les moyens. En effet, celui-ci se révèle être une véritable bombe pouvant se retourner contre lui et son dispositif de communication.

Le Qatar exerce actuellement la présidence de la Ligue ; non pas que son tour soit venu pour cela, mais parce qu'il a acheté à l'Autorité palestinienne son propre tour de présidence.

La présidence de la Ligue a donc décidé de ne pas diffuser le rapport de la Mission d'observation, de ne pas le traduire, et même de ne pas placer la version originale arabe sur son site internet.

Le risque pour l'Émirat wahhabite est énorme. Si par malheur le public occidental avait accès au rapport, c'est bien au Qatar et à ses relais qu'il risquerait de demander des comptes en matière de démocratie et d'implication dans le massacre de populations.

Réseau Voltaire |

26 janvier 2012

<http://www.voltairenet.org/La-presidence-de-la-Ligue-Arabe>

4 Union Européenne

L'Union européenne exhorte l'Onu à agir

L'Union européenne appelle le Conseil de sécurité de l'Onu à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la violence en Syrie, lit-on dans une déclaration du président du Conseil européen Herman van Rompuy diffusée à l'issue du dernier sommet de l'UE à Bruxelles.

"Le Conseil de sécurité des Nations unies doit réagir d'urgence. Je demande instamment à tous les membres du Conseil de sécurité (...) de prendre leurs responsabilités en ce qui concerne la situation en Syrie et d'arrêter les mesures tant attendues pour que cesse la répression dans le pays", a annoncé M.Rompuy.

Ce dernier a également indiqué avoir pris acte de la décision de la Ligue arabe de suspendre le travail de ses observateurs en Syrie suite à la récente recrudescence des violences dans le pays.

Depuis dix mois, le régime syrien fait face à une contestation populaire sans précédent. Selon les estimations des Nations unies, la confrontation entre forces gouvernementales et protestataires a déjà fait plus de 5.000 morts. Damas dément ce chiffre et affirme que le pays est en proie à des bandes armées financées depuis l'étranger.

Le 27 janvier dernier, le Maroc, au nom de la Ligue arabe, avait présenté un projet de résolution sur la Syrie, qui devrait être examiné mardi par le Conseil de sécurité. Le document a suscité de vives critiques de la part de Moscou, qui a exclu toute négociation sur ce texte jugé "inacceptable".

<http://fr.rian.ru/world/20120131/193202998.html>

1) Les grandes manœuvres

8 Et dans le monde ?

Pays

a) Chine

La Chine répond aux accusations américaines

Pour sa part, la Chine a rejeté lundi les accusations américaines selon lesquelles elle protégeait le régime syrien.

"Nous ne protégeons personne. Nous défendons la justice sur la question syrienne", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

La Chine "n'accepte pas les accusations" des Etats-Unis sur le veto sino-russe sur la Syrie, a dit Liu Weimin, lors d'un point de presse régulier, en référence aux propos accusateurs de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

"Les pays qui ont refusé de soutenir le plan de la Ligue arabe-soutenu par l'Occident- portent la responsabilité pleine et entière de protéger le régime de Damas", avait déclaré Clinton dimanche.

Al Manar

[La Chine fermement opposée à l'usage de la force pour régler la crise syrienne et aux pressions visant à un "changement de régime"](#)

La Chine a exprimé mardi sa ferme opposition à l'usage de la force pour résoudre la question syrienne, à la mise sous pression destinée à obtenir un "changement de régime" et à toute action contraire aux objectifs et principes de la Charte des Nations unies et aux règles fondamentales régissant les relations internationales.

Le représentant permanent de Chine auprès des Nations unies, Li Baodong, a fait cette déclaration lorsqu'il a pris la parole au cours d'une réunion publique du Conseil de sécurité de l'Onu sur la situation en Syrie.

"Nous nous opposons fermement à l'usage de la force pour résoudre la question syrienne et nous nous

opposons fermement aux pressions vigoureuses exercées pour obtenir un 'changement de régime', démarches qui vont à l'encontre des objectifs et principes de la Charte des Nations unies et enfreignent les lois fondamentales régissant les relations internationales", a entre autre déclaré M. Li.

"Depuis le début, la Chine a adopté une approche prudente concernant les sanctions", a dit M. Li. "Les sanctions, au lieu d'aider à résoudre le problème, compliquent souvent la situation."

La Chine soutient un projet de résolution proposé par la Russie sur la question syrienne, a indiqué M. Li, ajoutant qu'il avait aussi pris note d'un nouveau projet de résolution distribué vendredi par le Maroc au Conseil de sécurité.

"La Chine est prête à agir en conformité avec la position de principe précédemment mentionnée, à s'engager d'une manière active et constructive dans les consultations et à travailler avec toutes les parties concernées pour favoriser le règlement adéquat de la question syrienne à travers le dialogue politique", a souligné M. Li.

Les pays arabes et occidentaux font pression pour obtenir l'adoption de leur projet de résolution conjoint au Conseil de sécurité, pour demander "une transition politique" en Syrie. Parallèlement, un projet de résolution élaboré par la Russie appelle toutes les parties en Syrie à mettre un terme aux violences.

<http://french.cri.cn/781/2012/02/01/302s268817.htm>

[La Chine qualifie d'irresponsables les critiques de William Hague contre elle .](#)

La Chine a réfuté mercredi en les qualifiant "d'irresponsables" les critiques du ministre britannique des Affaires étrangères contre le veto qu'elle a mis à l'Onu concernant un projet de résolution sur la Syrie.

La Russie et la Chine ont opposé samedi leur veto à un projet de résolution arabo-européen encourageant un changement de régime en Syrie. M. Hague a qualifié ces vetos de graves erreurs de jugement de la part de Moscou et de Beijing, et de "trahison du peuple syrien".

Il a également indiqué que Moscou et Beijing avaient tourné leur dos au monde arabe et que leur veto encouragerait la tyrannie et les tueries.

"Ce que la Chine a fait était juste, toute tentative de semer la discorde entre elle et le monde arabe est vaine", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, lors d'un point de presse régulier.

La Chine et la Syrie ont maintenu une amitié de long terme et la Chine est une amie sincère du peuple syrien, a souligné le porte-parole.

La Chine a toujours soutenu la sauvegarde des intérêts fondamentaux et à long terme du peuple syrien, ainsi que la paix et la stabilité en Syrie et dans la région, a-t-il fait remarquer.

Le veto de la Chine au Conseil de sécurité est conforme aux objectifs et principes de la Charte de l'Onu, à la ligne de la politique étrangère de la Chine, et aux intérêts fondamentaux et à long terme des pays en voie de développement, a-t-il affirmé.

En coopération avec les parties concernées, la Chine a fait de grands efforts pour désamorcer les tensions en Syrie, au vu et au su de la communauté internationale, a ajouté le porte-parole.

La Chine soutient toujours et fermement la cause juste des pays arabes et partage une amitié profonde et de larges intérêts communs avec eux, a-t-il poursuivi.

"La Chine va poursuivre ses efforts pour trouver une solution pacifique et appropriée à la crise syrienne", a-t-il indiqué.

08/02/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/02/08/444s269622.htm>

b) Russie

[La Russie dénonce la réaction indécente et hystérique de l'Occident.](#)

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé lundi la réaction "indécente et hystérique" de l'Occident après le veto russe et chinois à la résolution de l'ONU condamnant le régime en Syrie.

"Certaines voix en Occident qui réagissent au vote à l'ONU sont indécentes et presque hystériques", a déclaré M. Lavrov au cours d'une conférence de presse.

"Un proverbe dit +Celui qui se fâche a rarement raison+. Les déclarations hystériques ont pour but de dissimuler ce qui se passe, à savoir le fait qu'il y a plusieurs sources de violences en Syrie", a affirmé

M.Lavrov.

C'est la deuxième fois que Moscou et Pékin empêchent le Conseil de sécurité de condamner le régime syrien.

[La Russie rejette la nouvelle version du projet de la résolution sur la Syrie et exige une révision.](#)

La Russie ne soutiendrait pas la version mise à jour du projet de résolution des pays occidentaux et arabes sur la Syrie car il ne parvient toujours pas à prendre en compte les considérations principales de Moscou, a déclaré vendredi le ministère russe des Affaires étrangères.

« Nous avons reçu le texte (la version révisée du projet). Bien que certaines de nos préoccupations aient prises en compte, cependant, ce n'est pas suffisant pour nous de l'appuyer », a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Guennadi Gatilov, cité par l'agence de presse Interfax/

Le projet a été officiellement publié dans une version finale, mais aucune proposition au sujet de son vote n'a été faite, a ajouté le diplomate.

Il a dit qu'aucun scrutin n'a été prévu dans l'Organisation des Nations Unies dans les prochains jours et les consultations se poursuivraient.

« Nous serons prêts à poursuivre les consultations sur le projet de résolution. Nous sommes prêts à continuer avec sa mise en valeur en maintenant l'esprit de nos principales positions », a déclaré Gatilov. Le Conseil de sécurité n'est pas parvenu vendredi à un accord sur la résolution sur la Syrie en raison de l'opposition de la Russie à la clause faisant allusion sur le changement possible de régime à Damas. La Russie a récemment réitéré sa position selon laquelle elle ne votera pas pour la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU si le document était inacceptable pour Moscou.

03/02/2012

<http://french.cri.cn/781/2012/02/04/443s269147.htm>

7 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

7-1 Vidéo : "Syriana, la conquête continue"

Interview sur la Syrie de Michel Hellas avec Bahar Kimyongur, auteur de "*Syriana, la conquête continue*" (Editions Investig'Action & Couleur Livres).

Durée de l'ITV: 2 minutes 7 secondes

http://www.rtf.be/info/media/video_livres-parlant-de-la-situation-en-syrie?id=1536033&mediaset=rtbfinfo--monde&type=video#.Twdd4IH9ps4.email

7-2 Vidéo : Entretien avec Thierry Meyssan, journaliste français

M.Thierry Meyssan, journaliste français, à propos des tentatives de faire adopter une résolution anti-syrienne, au Conseil de sécurité de l'ONU

vidéo sur ce lien :

<http://french.irib.ir:80/analyses/interview/item/167163-thierry-meyssan-journaliste-français>

7-3 Le Journaliste allemand Ugen Toden: « Les médias couvrent les événements en Syrie d'une façon dégoûtante. »

Damas / Le journaliste allemand Ugen Toden Hoover a qualifié de "dégoûtante" la façon adoptée par les médias étrangers dans la couverture des événements en cours en Syrie, précisant que ces médias se tiennent toujours aux côtés d'une seule partie.

Dans un entretien publié au site Morgen Post On Line, le journaliste allemand a souligné que les rapports de l'Occident centrent sur les actes commis par les forces gouvernementales sans mentionner les crimes commis par les gangs armés de l'opposition.

"L'Occident doit jouer un rôle de médiateur et non pas de provocateur en Syrie car le dialogue est la seule solution logique de la situation compliquée et dangereuse dans ce pays", a-t-il indiqué.

Il a fait noter qu'aucune raison ne lui empêche de visiter la Syrie qu'il visite habituellement depuis 10 ans, signalant qu'il a rencontré au cours de sa dernière visite certaines parties de l'opposition qui lui ont confirmé que les gangs armés opposants commettent des actes de tuerie contre les civils.

Il a affirmé que le président Bachar al-Assad conduit l'orientation politique en Syrie et qu' l'idée de déposer la nouvelle constitution au référendum est une décision révolutionnaire qui met l'avenir du pays entre les mains du peuple.

"La démocratie est devenue une demande indiscutable en Syrie et j'avais assisté à de nombreuses marches qui soutiennent la démocratie et le président al-Assad" a-t-il conclu.

11 Fév 2012

<http://www.sana.sy/fra/55/2012/02/11/399703.htm>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19